

Questions orales

M. Cullen: Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de son insistance. Il faut que j'examine encore la question.

* * *

[Traduction]

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'ADJUDICATION À UNE FIRME FRANÇAISE D'UN CONTRAT POUR LA CONSTRUCTION DE STANDARDS TÉLÉPHONIQUES—DEMANDE DE RAPPORT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il a reçu une lettre de AEI Telecommunications, de Winnipeg, qui se plaint que l'ACDI allait donner à une firme française un contrat pour la construction de standards téléphoniques, alors que cette compagnie pourrait fort bien les construire au Canada. C'est un contrat de 6 millions de dollars. Le ministre a-t-il pu enquêter sur cette plainte?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je vais m'en occuper.

* * *

LES PÊCHERIES

LES PROJETS DE MISE EN VALEUR—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT—LA PRÉSENCE POSSIBLE DE DÉPUTÉS À LA RÉUNION AVEC LES MINISTRES DE LA RÉGION ATLANTIQUE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Pêches. Le ministre a déclaré dans un communiqué qu'il va rencontrer les ministres des Pêches des provinces de l'Atlantique demain. Est-il au courant de la proposition relative à la mise en valeur des pêches dans notre région que les gouvernements de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse ont faite conjointement? Dans l'affirmative, est-il prêt à adopter une attitude plus positive à l'égard de cette proposition et a-t-il l'intention d'inviter les députés et les journalistes à la réunion de demain?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, en réponse à la première question, j'ai pris connaissance de la proposition en question. Soit dit en passant, elle ne vient pas uniquement des gouvernements de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, mais également de ceux des deux autres provinces, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. Le plan d'action qui est décrit dans la proposition n'a pas été rendu public. Je ne me sens pas libre d'en discuter avant qu'il ne soit rendu public demain, lors de la réunion.

LES POURPARLERS AVEC LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS AU SUJET DES DROITS DE PROPRIÉTÉ DES RESSOURCES—DEMANDE DE RAPPORT

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, étant donné toute l'importance, pour les provinces de l'Atlantique, des ressources de la pêche du banc Georges et dans la région de Saint-Pierre et Miquelon, le ministre indiquerait-il si les discussions ont progressé en ce qui a trait aux droits de propriété de ces ressources, et s'il envisage d'inscrire ces

[M. Caouette (Témiscamingue).]

questions à l'ordre du jour avec les six autres points qu'il a annoncés et qui feront l'objet de discussions?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, dans les deux cas, les négociations se poursuivent entre le gouvernement du Canada et les deux pays intéressés, la France et les États-Unis. Je ne crois pas qu'il serait utile, pour le moment, de tenir des discussions publiques plus approfondies, sauf les discussions en cours avec des représentants provinciaux et des représentants des pêcheurs et des entreprises de transformation. Toutefois, si ce sujet est abordé au cours d'une séance à huis clos avec les ministres des provinces, je suis sûr que nous leur communiquerons bien volontiers les derniers renseignements dont nous disposons.

LA RÉUNION AVEC LES MINISTRES DE LA RÉGION ATLANTIQUE—LA QUESTION DE L'EXPLOITATION DANS LA LIMITE DE 200 MILLES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Si je ne m'abuse, cette réunion sera la première d'une série de réunions sectorielles, en préparation de la conférence des premiers ministres visant à donner l'essor maximal à l'emploi dans les divers secteurs. Le ministre est-il prêt à dire à la Chambre quelles propositions il entend présenter aux ministres provinciaux, lorsqu'il les rencontrera, en vue d'atteindre l'exploitation optimale de nos ressources dans les limites de 200 milles, et d'accroître ainsi les possibilités d'emploi qui existent à court terme?

● (1432)

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, cette réunion a été convoquée sans tenir compte des rencontres sectorielles. Tous les renseignements portant sur la disponibilité des stocks de poissons pour les cinq ou sept prochaines années sont déjà accessibles. Ces renseignements étant connus, j'ai cru qu'un examen en profondeur et qu'un exposé de la situation s'imposaient. Ce sera une des principales questions qui seront abordées. Il sera question des perspectives de développement et des travaux complémentaires des fonctionnaires, et peut-être d'une autre réunion des ministres des Pêches pour l'an prochain. Ce n'est donc pas l'approche sectorielle qui est la principale raison d'être de cette réunion, mais il en sera peut-être question.

* * *

LES TRANSPORTS

LES HAUSSES TARIFAIRES DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—L'OPPORTUNITÉ DE L'AFFECTATION DES RECETTES SUPPLÉMENTAIRES À L'AMÉLIORATION DES SERVICES

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence du ministre des Transports, j'aimerais poser une question au secrétaire parlementaire. Je suis heureux que le ministre ait décidé d'étaler au moins sur trois ans les hausses tarifaires de la Voie maritime, même si je déplore cette augmentation. Le ministre peut-il affirmer à la Chambre qu'une bonne partie de ces recettes supplémentaires serviront à améliorer les services, surtout les recherches en vue d'assurer l'exploitation ininterrompue de la Voie maritime?